

Chers amis(es),

C'est avec un grand plaisir que je vous adresse cette nouvelle « newsletter », que je vous invite à diffuser sans retenue (vous pouvez aussi m'envoyer les adresses email de vos amis).

Vous trouverez comme dans la précédente quelques actions récentes, infos et avis sur la vie publique locale ou nationale.

Bonne lecture et n'hésitez pas à me faire part de vos avis que nous analyserons avec notre « think tank » **Lot@venir**.

Lot@venir

Pétition Miquel : abus de pouvoir ou manipulation ?

« Mon Département, j'y tiens ! Je signe la pétition », la campagne de communication de M Miquel aux frais des contribuables lotois est inacceptable. Elle cherche à extorquer un chèque en blanc aux lotois pour l'interpréter à sa guise lorsque les modalités de la réforme des collectivités locales (pour 2014 !) seront arrêtées : on en est loin (heureusement !). Donner son point de vue, dire ses inquiétudes voire « les menaces sur les Départements » est légitime. Chercher à tromper, manipuler les lotois est indigne voire scandaleux. Enorme en effet, « l'exposé des motifs » dans la presse ne se retrouve pas dans le texte édulcoré de la pétition proposée à votre signature où seule la clause de compétence générale (la règle aujourd'hui) est en cause. Qui peut être contre « défendre son département » (avec à l'esprit son territoire et pas la structure administrative avec un « D », subtil n'est ce pas ?). De même écrire, « le président de la République et son gouvernement ont décidé de renverser l'équilibre de nos institutions en prenant pour cible les collectivités locales » (sous entendu pour les pénaliser), puis présenter comme une conséquence inéluctable (prudemment mais sournoisement assortie d'un point d'interrogation !; combien de lecteurs y prêteront attention ?) que demain les services publics seront mis à mal « si (et seulement si ! Ndlr) le Conseil Général n'a plus les moyens financiers d'assumer...», c'est un procès d'intention fait à un Président (sous entendu qui veut le mal de ses électeurs). Aujourd'hui c'est le Département qui fait tout, demain on va vous expliquer que c'est la Région ! Or il s'agit (à tort ou à raison) de clarifier et redistribuer les compétences, pas d'anéantir les services au public. Amalgames, propagande et méthode Coué sont ici jour après jour pratiqués par « abus de position dominante » lié à l'appropriation de tous les pouvoirs locaux par le PS qui grâce au millefeuille administratif peut bloquer (mais avec le sourire) tout projet, y compris consensuel qui n'est pas issu de son « polit buro » (exemples : Pôle d'excellence rurale, DNO, Université du vin et produits du terroir etc ; en son temps, le PRG en a fait aussi les frais avec Université 2000, le sous financement des zones d'activités...). Je propose à M Miquel un sursaut démocratique, une contre pétition à diffuser avec le prochain « Contact lotois » (et enveloppe T pour la réponse), bientôt consultable sur mon site.... www.michelroumegoux.fr



Comment concilier la promotion de l'Oenotourisme et le contexte législatif répressif autour de la consommation du vin ?

A l'invitation de M.Robert Tinlot, de l'Académie Amorim et de l'ANEV (Association Nationale des Elus de la Vigne et du Vin), Michel Roumégoux a participé à un débat au cœur de la problématique de la viticulture française sur le thème (développé dans son rapport de mission « Vin sur Vin 2020 ») : « La consommation du vin au carrefour des contradictions : comment concilier la promotion de l'Oenotourisme et le contexte législatif répressif autour de la consommation du vin ».



Cette table ronde présidée et modérée par R.Tinlot réunissait A.Duffaut (sénateur), F.Fabre (ODG Côtes du Rhône), MC.Tarby (Pdte de Vin & Société), M.Roumégoux (Conseil Supérieur de l'Oenotourisme). Ils ont appelé à sortir de notre schizophrénie, rechercher plus de cohérence et de synergies interministérielles pour de meilleurs résultats fondés sur l'éducation, la consommation modérée de vin... C'est possible, l'Oenotourisme peut en apporter concrètement la démonstration.

Grippe A : j'ai pris en grippe le principe de précaution...

...définitivement ! C'est en son nom en effet, que, déjà, un milliard et demi de dépenses ont été engagés contre la grippe A, qui, ex « grippe porcine » avait interpellé le vétérinaire que je suis, ancien responsable du laboratoire de virologie animale de Dakar . Malgré cette fois une modération louable, çà (re)commence à faire cher pour une grippe, certes très contagieuse mais, pour le moment bénigne (3 morts en France, 5000 dans le monde, alors que la grippe saisonnière fait ici



entre 3000 et 5000 morts par an, les accidents vasculaires 150000, les hépatites 5000 et dans le monde le paludisme 500000, sans parler du sida...). Mais on ne parle que de l'arbre que l'on place sous les projecteurs, pas de la forêt. Certes un virus peut toujours « muter », devenir plus virulent l'hiver venant, mais un autre plus dévastateur peut chaque jour apparaître. Médicalement rien d'extraordinaire, la nouveauté c'est la communication : tout le monde à un intérêt à « en rajouter » ; pour les uns, il suffit de réveiller la peur de la grippe espagnole, les média y voient l'énorme, le sensationnel, le politique sait qu'il peut « sauter » s'il n'en fait pas assez, il saisira l'occasion de démontrer opiniâtreté et clairvoyance, conforté par l'expert (de bureau) qui plus il se « couvre » plus il voit croître son importance. Tous se demandent s'ils ont pris assez de précautions pour d'abord se protéger, on peut comprendre. Mais le contribuable a déjà donné, beaucoup. Va-t-on pouvoir jeter encore longtemps l'argent que l'on n'a plus par les fenêtres après les épisodes de « la vache folle », de la grippe aviaire ? Courir sans fin après l'inaccessible risque zéro ? Présidant une table ronde sur les priorités de l'utilisation du fond mondial pour la santé, j'ai pu mesurer la difficulté de choisir entre plusieurs nécessités: les ministres de la santé africains présents ont fait (dans la douleur)les bons choix, à la fois sagesse et ... réalisme obligent, parce qu'ils savent que la santé n'a pas de prix mais un coût, qu'avec 20% d'un budget on peut soigner 80% des pathologies ou avec 80% du même budget 20% des pathologies. Faire preuve de discernement, émettre un avis nuancé, ce n'est pas très vendeur, en tous cas moins « payant médiatiquement » que de déverser des milliards pour calmer les peurs bien attisées. C'est certes peu glorieux sinon scandaleux mais on se rapproche du jour où il faudra choisir : il faudra alors rajouter le principe de bon sens dans la Constitution juste à côté du principe de précaution.

...la sortie de Crise.

On a beaucoup écrit sur la crise et sa répercussion sur les pays riches, les pays pauvres et les grands pays émergents. En fait il y a (selon E.LeBoucher) deux types de Pays : - les Pays qui épargnent et consomment peu, la Chine, le Japon, et... l'Allemagne ! -les pays qui désépargnent et consomment trop, Etats-Unis (12% de déficit), Grande Bretagne, Espagne, et...France. Ce déséquilibre de l'épargne mondiale est essentiel pour la sortie de crise. L'Allemagne mène une politique de compétitivité aux dépens de l'Europe (et mérite ainsi la palme des pays non coopératifs !) ; or les nations auraient intérêt à coopérer plutôt qu'à jouer en solitaire, un « gouvernement mondial » serait nécessaire. Le conflit Nord/Sud nourri les délocalisations et il faudrait réinvestir au Nord pour plus consommer au Sud : là est le vrai enjeu. La France doit préserver son industrie, lutter contre les délocalisations, réinvestir pour demain seule raison acceptable de déficit, et du plus petit « grand emprunt » possible. La consommation comme seul moteur de croissance n'est pas un bon chemin. (voir « Sortie de crise »P.Artus, O.Pastré).



...l'Euro à 1.5\$.

A 1.5 dollar l'Euro pénalise l'économie européenne, retarde et complique la reprise. Ce n'est pas l'Euro qui est fort, mais le dollar et le yuan chinois trop faibles : les USA et la Chine en profitent abusivement. Le dollar est faible pour 3 raisons :

- dès la moindre reprise il n'est plus la valeur refuge, car l'Amérique est trop endettée
- le déficit public a été multiplié par 5 en 2 ans
- les taux d'intérêts sont très faibles. Mais le dollar est très sous évalué dès la reprise de confiance, on reviendra vers 1.35 (1€=1,35\$), la relance de la croissance se fera par les pays qui ont des excédents de devises (Chine, Pays du golfe...) ...pour ceux qui auront des produits compétitifs à vendre !

...les profiteurs de la crise et nous

Les USA ont une dette abyssale (12% du PIB), la Chine son principal créancier assoie sa suprématie commerciale (gain de parts de marché aux dépens de l'Allemagne -34%, des USA-24%, du Japon-37%) et les pays du Golfe profitent du dollar faible et gagnent d'un côté ce qu'ils perdent de l'autre (dollar plus faible mais prix du baril plus fort). L'Espagne (commerce extérieur faible, demande interne forte) et l'Allemagne (augmente les prix de ses produits haut de gamme, demande interne faible) limitent de la casse, l'un comme l'autre ! La France souffre d'un manque de compétitivité et du niveau de change : Pour EADS (67% des coûts en € =>délocalisations pour à 50%, 80% des recettes en \$!), lorsque le \$ baisse de 10Cts d'€, EADS (Airbus) perd 1 Milliard d'€ ! Une augmentation du taux de change de 10% entraîne une baisse de croissance de 0,2 à 0,5% parce que l'export de la France 6% vers les USA, 2% vers la Chine, 10% vers l'Asie, et 60% vers l'Europe, la France est de plus concurrencée par la Chine et les ...USA pas chers